

Perspectives de reprise économique pour l'Afrique

Le 45^{ème} sommet de la Banque africaine de développement (BAD) s'est tenu du 27 au 29 mai à Abidjan, en Côte d'Ivoire. A cette occasion, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la BAD ont publié l'édition 2010 des Perspectives économiques africaines. D'après ce rapport, si la crise économique mondiale a fortement ralenti la croissance africaine, le taux de croissance moyen devrait s'élever à 4,5% en 2010 et à 5,2 % en 2011. Cette reprise est cependant inégalement répartie sur le continent. L'Afrique australe fortement touchée en 2009 par la crise et l'Afrique centrale auront une croissance de 4% en moyenne en 2010 et 2011, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest d'environ 5%. La croissance en Afrique de l'Est, moins touchée par la crise mondiale, devrait être de 6% en 2010 et 2011. D'après le rapport, la reprise est également inégale selon les secteurs. Dans pratiquement tous les pays africains le secteur agricole a enregistré de bons résultats grâce à une météorologie favorable tandis que des secteurs comme l'exploitation minière et l'industrie manufacturière ont été particulièrement frappés par la chute du prix des matières premières et du commerce mondial.

Une des principales mesures adoptées lors de ce sommet a été le triplement du capital de la BAD, qui passe de 33 à 100 milliards de dollars. La Banque a annoncé que cette augmentation du capital devrait notamment permettre une augmentation des financements pour les grandes infrastructures, le secteur privé, les nouvelles technologies et l'enseignement supérieur. Cette augmentation était initialement prévue pour 2013 mais avec la crise les demandes de financement ont fortement augmenté et la mesure a été avancée. La BAD est aujourd'hui la principale institution de prêt en Afrique devant la Banque mondiale.

Etat de l'intégration régionale en Afrique

En marge du sommet de la BAD, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'Union africaine (CUA) ont présenté leur rapport sur [l'État de l'intégration régionale](#) en Afrique.

Cette étude juge indispensable de renforcer l'intégration régionale « *pour accélérer la transformation des économies cloisonnées et élargir les marchés et l'espace économique* ». Plus de 80% des exportations africaines ont pour destination les marchés européen, asiatique et américain, et un pourcentage comparable des importations provient également du reste du monde. Les auteurs soulignent que l'état des infrastructures liées au commerce, l'absence de coordination macroéconomique en général, ainsi que la multiplicité des monnaies et leur non-convertibilité constituent « *de forts obstacles au commerce intra-régional* ». En dépit de ces contraintes, le rapport estime que « *le continent fait de remarquables progrès* », à travers la création de zones de libre-échange et d'unions douanières, la mise en place d'objectifs de convergence macroéconomique et par la facilitation de la circulation des biens et des personnes.

Sur le plan agricole, un certain nombre de Communautés économiques régionales africaines ont adopté des programmes visant à améliorer la production. Cependant, les zones à excédent vivrier peinent encore à approvisionner les zones qui connaissent des déficits et la demande urbaine de produits alimentaires et agricoles est en général couverte essentiellement par des importations non-africaines. Pour les auteurs, les Communautés économiques régionales peuvent améliorer cette situation « *en mettant en commun les expériences réussies et les pratiques optimales, et en instituant un dispositif d'alerte avancée et de stockage de vivres d'urgence* ».

OMC : les discussions continuent, les blocages persistent

Les représentants de haut-niveau de vingt pays dont l'Australie, les Etats-Unis, l'Union européenne, le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud se sont réunis à Paris, le 27 mai, en présence du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, pour faire un état des lieux des négociations dans le cadre du Cycle de Doha. Ces discussions ont confirmé que les différences entre les membres restent importantes. De nombreux participants reprochent aux États-Unis de réclamer des accès supplémentaires aux marchés étrangers sans offrir de concessions suffisantes en retour (Lettre hebdo n°305). Déjà, la semaine précédente, des réunions à Genève avaient souligné que les pays membres sont non seulement en désaccord sur le fond, mais également sur la façon d'aborder les négociations. L'ambassadeur américain Michael Punke a réitéré l'appel des Etats-Unis pour que les pays en développement comme le Brésil, la Chine et l'Inde fournissent un accès accru à leurs marchés, en particulier pour les produits industriels. Le Brésil a expliqué qu'il ne pourrait faire plus de concessions en termes d'accès au marché industriel. L'Inde a averti que « *si le paquet sur la table n'était pas démêlé, il faudrait attendre encore dix ans pour conclure le cycle* ». Sans fournir de détail, M. Punke a cependant laissé entendre que les États-Unis seraient disposés à faire des concessions supplémentaires.

De son côté, Pascal Lamy a néanmoins estimé qu'il était peu probable qu'un accord soit trouvé avant les élections américaines de mi-mandat en novembre.